



Déclarations et Discours

N° 73/25

LE COMMONWEALTH: UNE PORTE OUVERTE SUR LE MONDE

Texte du discours prononcé par le premier ministre P.-E. Trudeau à l'inauguration de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, Ottawa, le 2 août 1973.

* * * *

J'espère que cette rencontre saura être pour chacun de vous tout aussi extraordinairement enrichissante que les réunions du Commonwealth auxquelles j'ai assisté ailleurs. Depuis que les hommes ont reçu le don de la parole, ils sont conscients de l'importance de sages délibérations et de l'utilité de communications ouvertes et franches avec leurs voisins. De nos jours, ces relations de voisinage s'étendant, grâce au progrès des sciences, à toutes les nations de la terre, le besoin de communiquer se fait sentir encore plus impérieusement. Et la compréhension mutuelle est devenue essentielle à notre époque où la technologie a apporté aux hommes le désir d'une vie meilleure sans toutefois leur assurer aussi rapidement les moyens de l'atteindre.

Au sein du Commonwealth, nous avons l'occasion et les moyens de communiquer les uns avec les autres et de nous comprendre. Tous les membres de notre assemblée sont égaux; aucun ne jouit d'ancienneté ni de supériorité. Aucun d'eux ne se distingue par son indépendance économique; aucun ne possède le monopole de la sagesse politique. Je suis persuadé qu'au cours de nos délibérations des prochains jours, nous parviendrons à nous convaincre des avantages de nos particularités, de la richesse et de l'intérêt de notre diversité, et d'en faire également la preuve aux yeux du monde. Nous pourrons le faire parce que nous sommes membres d'une association, non d'une institution. Au sein du Commonwealth, aucune structure ne nous contraint, aucune entrave ne nous gêne. Le Commonwealth représente bien ses 32 membres et il traduit leur volonté de consultation et de collaboration mutuelle. Sa cohésion n'a rien d'artificiel. Il ne vote pas; il n'a pas de constitution, pas de drapeau, pas de siège principal. Comme association, il n'a rien de régional et ses intérêts ne sont aucunement spécialisés. Le Commonwealth, c'est un organisme, et voilà ce qui lui assure à la fois sa vigueur et sa souplesse.

A l'occasion de nos présentes assises, nous avons pris plusieurs mesures en vue de répondre au besoin que nous éprouvons d'améliorer nos communications. D'abord, on propose que les procédures de nos réunions soient moins rigides et formelles qu'au cours des dernières années; deuxièmement, un ordre du jour plus court tient compte du fait que plusieurs problèmes internationaux sont interdépendants et ont intérêt à être considérés dans un vaste contexte; enfin, les dispositions prises pour la fin de semaine permettront aux chefs des délégations de discuter, pendant deux jours, privé-ment et librement. J'espère que ces diverses mesures rendront encore plus fructueuses nos réunions, et plus profitable encore la diversité qui nous singularise.

Toutefois, notre diversité ne nous a pas servi de prétexte, dans le passé, pour déroger à certains principes. Nous partageons le même respect pour l'égalité et la dignité humaines; nos disparités économiques ne font qu'intensifier notre résolution de les réduire, et nous croyons profondément aux bienfaits de l'association et de la collaboration.

Depuis plusieurs milliers d'années, le terme Commonwealth a été employé maintes fois par des érudits, des écrivains et des hommes d'État. L'idée que s'en faisaient Platon, Locke et Oliver Cromwell variait considérablement, mais ces conceptions n'ont jamais été soumises à la rude épreuve de la pratique et de l'expérience avec autant de succès qu'en témoigne présentement notre association. Aux yeux de nos contemporains et, j'en suis convaincu, des historiens de l'avenir, le mot de Commonwealth sera irrévocablement associé à la volonté d'hommes et de femmes libres, représentant plus d'un quart de la population mondiale, de se réunir, de s'entretenir et de se comprendre.

C'est dans ce Commonwealth que nous saluons ce matin la présence de deux nouveaux membres, le Bangladesh et les Bahamas. Je souhaite la plus cordiale bienvenue aux premiers ministres de ces pays, ainsi qu'à tous nos collègues des autres pays qui assistent à cette réunion pour la première fois.

Depuis notre dernière rencontre à Singapour, il y a trente mois, sous la présidence distinguée du premier ministre Lee Kwan Yew, le monde a connu des changements d'une portée considérable. La république populaire de Chine a pris sa place aux Nations Unies. Les mesures économiques adoptées par les États-Unis en août 1971 ont eu de fortes répercussions à l'échelle mondiale, touchant le plus sérieusement les pays industrialisés. Des initiatives extrêmement importantes ont été prises par les États-Unis et l'Union Soviétique.

d'une part et par les États-Unis et la république populaire de Chine de l'autre, en vue d'atténuer les tensions de la guerre froide et de favoriser l'évolution vers la détente et les relations amicales. Grâce à ces initiatives, la première phase des Pourparlers sur la limitation des armes stratégiques a pu être menée à bonne fin et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a été amorcée au début de cet été. Le nombre des membres de la Communauté économique européenne est passé de six à neuf, l'un des nouveaux membres étant la Grande-Bretagne. Une série d'événements tragiques dans le sous-continent indien s'est soldée par la division des deux parties du Pakistan et la naissance d'un nouvel État, le Bangladesh. A la suite de cette division, le Pakistan s'est retiré du Commonwealth. L'ampleur des hostilités en Indochine a diminué de façon notable et l'intervention américaine au Vietnam a complètement pris fin. L'Organisation de l'unité africaine a célébré le dixième anniversaire de sa fondation et a choisi à cette occasion son nouveau président, notre collègue le général Gowon. Les pays du Commonwealth dans les Caraïbes ont fait un pas de géant historique vers une collaboration plus étroite.

Cependant, au cours de la même période, nombre de problèmes inquiétants qui avaient fait l'objet de nos préoccupations à Singapour n'ont guère évolué favorablement. La situation au Moyen-Orient demeure toujours aussi critique qu'auparavant. Les tensions occasionnées par la politique rigide des régimes racistes de l'Afrique du Sud se sont accentuées. La menace de pénurie à long terme de denrées alimentaires et de produits de consommation subsiste, alors que les récoltes ont été compromises par des conditions atmosphériques défavorables. L'écart entre l'économie des pays riches et celle des pays pauvres n'a pas diminué sensiblement, en dépit des avertissements de la troisième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

S'il y a à tirer un enseignement général des événements de ces deux années et demie, ce pourrait être qu'il est manifeste que les initiatives diplomatiques préparées avec soin et menées avec sincérité peuvent produire des résultats favorables. Le monde est plus proche de la paix aujourd'hui qu'il ne l'était en janvier 1971 et ce, parce qu'un nombre suffisant de dirigeants mondiaux ont finalement reconnu que la force et l'agression exercées au nom d'un gouvernement, sur le plan extérieur ou intérieur, sont incapables à résoudre les problèmes. Toute politique arbitraire qui, de propos délibéré, prive un groupe d'hommes de leur dignité et de leur liberté est condamnable, et ne l'est pas moins sous le masque de la raison d'État.

Aucun des pays du Commonwealth n'est assez puissant ni assez indépendant pour agir en faisant abstraction de l'opinion ou de l'aide des autres. Nul d'entre nous n'ignore l'utilité de la consultation et de la collaboration. A l'occasion de nos rencontres de chefs de gouvernement et, par extension, au sein des autres associations auxquelles nous appartenons, nous sommes à même de comprendre nos aspirations et nos problèmes mutuels.

Voilà, à mon avis, le sens de notre association. Je ne suis pas ici à la recherche d'un nouveau rôle pour le Commonwealth, ni même d'un rôle quelconque. Pour nombre d'entre nous, le Commonwealth est une porte ouverte sur le monde. Son importance augmentera notablement avec les années, sans doute parce qu'il n'a aucune fonction précise et insiste plutôt sur la valeur des relations humaines.

De par sa nature, notre rencontre ne saurait se prêter à la résolution d'aucune crise, ni à la solution d'aucun problème important. En nous tournant vers l'avenir, toutefois, nous devrions être en mesure de reconnaître certaines questions qui, si l'on s'en désintéressait, risqueraient de prendre des proportions dangereuses.

A mesure qu'il occupait la planète, l'homme a fait preuve de peu de sagesse et de vision. Par cupidité, ou par ignorance, ou par indifférence — ou à cause des trois à la fois — l'humanité se trouve de moins en moins accordée au milieu dont sa survie dépend. Nous polluons l'atmosphère et les océans à une allure effarante; nous exploitons nos ressources comme si elles devaient toujours se renouveler; nous remplissons mal notre tâche de fournir à des millions d'habitants de la nourriture et un abri; nous demeurons impuissants à vivre en paix les uns avec les autres, ou à partager équitablement les moyens dont chacun a besoin pour vivre dignement. Ce n'est pas, nous le savons, au cours de la semaine prochaine que nous trouverons une solution à ces problèmes de longue date.

Cependant, j'ai confiance que grâce à des échanges réfléchis, ces problèmes pourront être mieux cernés et compris et qu'il nous sera possible de préparer pour les habitants de tous nos pays un avenir meilleur. L'utilité de notre rencontre, je la vois dans l'occasion qu'elle nous donne de participer à des délibérations de ce genre.